



ENSEMBLE POUR DES RÉGIONS À GAUCHE, SOLIDAIRES, ÉCOLOGIQUES ET CITOYENNES

LISTE CONDUITE PAR

PIERRE LAURENT

idf.ensembleagauche.fr



ZONE **UNIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE**

DES TRANSPORTS PUBLICS DE QUALITÉ
PARTOUT ET POUR TOUS !



ALTERNATIVE
CITOYENNE



PRIORITÉ AU TRANSPORT DE QUALITÉ PARTOUT ET POUR TOUS

Chaque jour, c'est la galère. Rames bondées, trains supprimés, insuffisance du nombre de bus et horaires inadaptés : les conditions de transport en Île-de-France sont devenues insupportables !

Les causes sont connues :

Des investissements en retard de plus d'un demi-siècle.

Le gouvernement, qui les a gérés jusqu'en 2006, reconnaît lui-même l'enjeu national des transports en Île-de-France, mais ne participe qu'à 5 % du total des investissements. Ce désengagement ne permet pas de répondre aux besoins croissants de transport dans notre région et fait reporter sur la population le coût des investissements.

Des attaques répétées contre le service public.

Des milliers d'emplois ont été supprimés dans les entreprises publiques de transport. La droite et le gouvernement entendent pousser encore plus loin ce qu'ils ont engagé. Après avoir mis en place un « Comité des parties

prenantes » pour ouvrir les transports régionaux à la concurrence, ils veulent faire des régions des relais de leur politique. Ils veulent satisfaire les transporteurs privés, les grands groupes tels que Véolia.

Un aménagement des transports inadapté.

Les pôles financiers et les activités économiques sont coupés des lieux d'habitation. Le gouvernement, impose des orientations qui ne répondent pas aux besoins sociaux des populations de notre région ni aux enjeux écologiques. Il fait voter en urgence la loi sur la « Société du Grand Paris » en opposition au Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF). Il commence à mettre en place un réseau pour les riches avec la liaison « Charles-de-Gaulle Express » (billets à 20 €). Voilà la cohérence de la droite : après le bouclier fiscal arrivent les transports à fric.



**IL FAUT REPENSER LES DÉPLACEMENTS À L'ÉCHELLE
DES BASSINS DE VIE ET S'ENGAGER VERS
LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS COLLECTIFS EN
S'APPUYANT SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES EXISTANTES.**

Pour répondre aux besoins des Franciliens, nous faisons **quatre propositions**

DÉMOCRATISER LA PRISE DE DÉCISION SUR LA POLITIQUE DE TRANSPORT

Il faut démocratiser
la gestion des transports.
Nous proposons :

- La maîtrise par le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF) de l'ensemble des projets. Il doit être l'Autorité Organisatrice de tout le réseau sans exception avec pour opérateurs spécifiques, la SNCF et la RATP.
- Le STIF doit accueillir au sein de son Conseil d'administration des représentants des usagers et des salariés des entreprises. Son budget doit être participatif pour une gestion transparente des moyens.
- Une réunion trois fois par an au minimum de tous les comités de ligne sur toutes les lignes SNCF et RATP du réseau ferré et une assemblée annuelle ouverte à tous les usagers.
- L'ouverture des comités de ligne à tous ceux qui sont concernés au-delà des élus et des seules associations d'usagers : représentants syndicaux des entreprises de transports, usagers tirés au sort à partir de panels de volontaires.

PRIORITÉ AU TRANSPORT POUR TOUS

Pour garantir le droit au transport pour tous et favoriser les déplacements propres, la tarification actuelle n'est plus adaptée.

Nous proposons donc :

- Zone unique pour tous les habitants de l'Île-de-France au prix de la zone 1-2.
- Remboursement à 100 % des trajets domicile-travail par l'employeur.
- Prise en charge intégrale des trajets domicile-école en laissant à l'État la prise en charge les trajets pour les étudiants.
- Extension de la gratuité aux titulaires de la CMU, de l'AME et aux jeunes en formation ou en insertion.
- Gratiuité pour les chômeurs et réduction très importante des tarifs pour les salariés à bas revenus.

Ces mesures coûteraient 600 millions d'euros à la Région et au STIF, 600 millions d'euros aux entreprises et 150 millions d'euros à l'État. **Une goutte d'eau comparée au déversement d'argent qui a engraisé les banques.**

4 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'INVESTISSEMENTS

Des mesures pour améliorer immédiatement le quotidien des Francilien-nes tout en faisant des services publics les piliers de la cohésion sociale :

- Création de 250 lignes nouvelles de bus à haut niveau de service et de fréquence.
- Développement de l'offre sur le réseau ferré, déploiement de la fréquence aux heures de pointe sur une plage horaire élargie, unification des horaires des transports quel que soit le mode (bus, TER, métros...). **C'est urgent pour lutter contre la saturation des lignes.**

- Penser les aménagements en tenant compte des besoins des handicapés, des personnes âgées et des enfants en bas âge.

- Multiplication par 5 de l'usage du vélo en cofinçant 3 000 nouveaux kilomètres d'aménagements cyclables et en créant un service à bas coût de location longue durée de vélos.

- Des investissements pour corriger le retard, repenser l'aménagement, favoriser une gestion économe de l'espace, construire un nouveau maillage de transport pour lutter contre l'effet de serre et les pollutions.

- Construction de deux rocade ferrées en plus des tramways: Arc Express en proche couronne et tangeancier en moyenne couronne.

- Rénovation et augmentation de la capacité de toutes les lignes de RER, doublement du tunnel entre Châtelet et Gare du Nord

- Prolongement de métros (lignes 1, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14), dédoublement de la ligne 13.

- Lancement d'un programme d'achat d'une nouvelle génération de matériel ferré.

- Création de sites propres (couloirs) pour les tramways et les transports en commun.

- Réduction du trafic de marchandises sur route par le développement du fret ferroviaire et fluvial et par une politique de relocalisation des productions.

- Développer les transports en commun c'est porter une volonté politique forte de création d'emplois. Nos propositions permettent de créer 10 000 emplois dans les entreprises de transports collectifs (RATP, SNCF, Optile).

DES FINANCEMENTS À LA HAUTEUR DES BESOINS

Ce n'est pas aux habitants de payer par leurs impôts locaux les décennies de retard d'investissements. Nous proposons de nouvelles recettes.

Le budget de l'État doit prendre en charge 50% des investissements dans les transports franciliens. C'est beaucoup moins que ce qu'il a donné pour sauver les banques et relancer l'automobile. C'est de sa responsabilité puis-que le retard vient de son désengagement.

Les banques ne doivent pas faire de bénéfices sur les transports. Pour tous les investissements de service public qui permettent de lutter contre les gaz à effet de serre, le STIF doit avoir accès à des taux d'intérêts d'emprunts identiques au taux interbancaire (0,5%).

La contribution des entreprises à l'effort de transport doit doubler (3 milliards d'euros). Il faut aussi créer une taxe supplémentaire pour les grandes surfaces commerciales, les promoteurs immobiliers, qui bénéficie le plus des transports publics et une écotaxe sur la circulation des poids lourds, proportionnelle à leur charge utile et à leurs émissions polluantes.

JE REJOINS LE COMITÉ DE SOUTIEN DE LA LISTE



Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Tel _____

Email _____

☐ Je soutiens ☐ Je verse un don de _____ €

☐ Je souhaite participer à la campagne

Coupon à signer et à retourner à :



**Comité de Soutien Île-de-France,
2 place Colonel Fabien 75019 Paris**

Versements à l'ordre de Serge Leblond, (mandataire financier de Pierre Laurent)
2 place du Colonel Fabien 75019 Paris